



Rapport ICCASU 2015

# Collaboration pour l'Urbanisation Durable en Chine et en Afrique

Une Perspective Canadienne de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable en Chine et en Afrique (2015)

**UN HABITAT**  
FOR A BETTER URBAN FUTURE



uOttawa

# **Collaboration pour l'Urbanisation Durable en Chine et en Afrique**

## **Une Perspective Canadienne**



**Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable en  
Chine et en Afrique (ICCASU)**

Ottawa, Canada

Avril, 2016

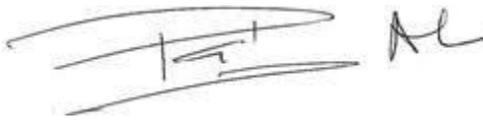
Copyright ICCASU, 2015. Tous droits réservés.

## AVANT-PROPOS

Ce rapport présente les résultats de la Conférence internationale sur l'urbanisation durable en Chine et en Afrique. La conférence (désignée comme ICCASU-2015 : *International Conference on Chinese and African Sustainable Urbanisation*) s'est déroulée du 23 au 25 octobre 2015 à Ottawa. Elle a été organisée en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU – Habitat) et l'Université d'Ottawa dans une perspective Canadienne et Internationale. On y notait la participation de plus de 200 experts, chercheurs, praticiens et décideurs des politiques venus de 64 institutions de 18 pays et œuvrant dans de multiples disciplines.

Cette conférence a offert une excellente opportunité pour explorer les enjeux de l'urbanisation et les défis du développement urbain en Chine et dans les pays africains. Les questions relatives aux investissements chinois pour le développement des villes en Afrique ont été explorées. Parallèlement, l'apport des expériences canadiennes a aussi occupé une place importante dans les discussions vu l'engagement traditionnel du Canada sur les questions de développement dans plusieurs pays du continent africain. Par conséquent, nous avons commencé à scruter les changements survenus ces dernières années dans l'approche canadienne du développement et de l'urbanisation dans les pays d'Afrique. La Chine étant le deuxième partenaire économique du Canada, la Conférence a abordé le contexte chinois, spécifiquement, l'approche qu'elle adopte dans chaque pays. De surcroît, nous avons examiné l'intervention chinoise comme une alternative aux stratégies traditionnelles des pays occidentaux en Afrique. Les résultats présentés dans ce rapport démontrent l'importance d'adopter une approche gagnant-gagnant dans l'engagement du Canada et/ou de la Chine avec les États africains et de renforcer cette coopération triangulaire structurée par l'ICCASU.

Nous sommes très ravis de mentionner que ce rapport pourra constituer une référence pour l'ONU-Habitat III qui se déroulera au mois d'octobre 2016, à Quito, en Équateur.



**Alioune BADIANE**

Co –Président de l'ICCASU  
ONU-HABITAT  
Nairobi, Kenya



**Huhua CAO**

Co –Président de l'ICCASI  
Université d'Ottawa  
Ottawa, Canada

# Résumé

Depuis les années 1960, les enjeux de l'urbanisation prévalent en Chine et dans des pays africains. Ces enjeux se sont intensifiés sous le poids de plusieurs facteurs, entre autres : la croissance de la population, l'exode rural (ayant relocalisé l'habitat des populations et généré l'insuffisance des infrastructures et des services sociaux face à une démographie croissante), les échecs institutionnels, l'augmentation des inégalités, l'intensification de la gentrification et l'extension plus ou moins contrôlée des territoires urbains. Tout cela se produit dans un contexte où les interventions précédentes nécessitent des alternatives.

Ce rapport présente les résultats de la Conférence internationale sur l'urbanisation durable en Chine et en Afrique (désignée comme ICCASU-2015: *International Conference on Chinese and African Sustainable Urbanisation*) à partir des perspectives canadiennes et internationales, en comparant diverses expériences et en relevant les contrastes marquant les transitions urbaines des trois contextes sur les plans socio-économiques, politiques et culturels. Le rapport souligne également les leçons retenues dans chaque contexte et les avantages des expériences qui en découlent.

Par ailleurs, quelques stratégies favorables aux contributions du Canada à la planification des villes et à un développement urbain efficace et durable ont été retracées ; entre autres,

la focalisation sur les institutions adéquates, la participation communautaire et l'approche adaptée et inclusive. L'étude de ces stratégies permet de retenir des leçons pertinentes pour la Chine et les pays africains par rapport à leurs spécificités d'urbanisation. Le leadership renouvelé du Canada sur le plan international insuffle un nouvel élan et permet d'envisager une implication importante au niveau des actions de développement urbain durable et aux forums internationaux en la matière.

En outre, bien qu'ayant réalisé des progrès, la Chine et l'Afrique ont non seulement encore beaucoup à apprendre mutuellement, mais aussi du Canada. Les changements rapides des modes de vie (partant de la culture rurale à une culture plus urbaine en Chine), accompagnés par la marginalisation des immigrants et le manque de l'engagement communautaire dans la planification, ont généré une pauvreté urbaine, ainsi que des problèmes environnementaux. Et de toute évidence, loin derrière l'expérience de la Chine, les pays africains peinent à s'ajuster à une urbanisation rapide et grandissante, qui atteint 40 % de la population. Les pressions économiques, sociales et politiques auxquelles ces villes font face s'amplifient et cette amplification va de pair avec l'inadéquation des institutions de la planification urbaine.

## Introduction

Du 23 au 25 octobre 2015, la première Conférence internationale sur l'urbanisation durable en Chine et en Afrique (désignée comme ICCASU-2015 : *International Conference on Chinese and African Sustainable Urbanisation*) s'est tenue à l'Université d'Ottawa, en collaboration avec le Programme des Nations-Unies pour les Établissements Humains (ONU - Habitat). Cette Conférence s'est concentrée sur les perspectives canadiennes et internationales.

Depuis plusieurs décennies, les enjeux de l'urbanisation se sont intensifiés en Chine et dans les pays africains. Les facteurs de cette intensification sont multiples. On peut distinguer l'accélération de la croissance des populations, l'exode rural, l'insuffisance des infrastructures et des services sociaux face à une démographie croissante, les échecs institutionnels, l'augmentation des inégalités et l'amplification de la gentrification. Le contexte de ces enjeux défie les interventions ayant prévalu, nous montre leurs limites tout en nous invitant à produire des stratégies alternatives.

Les panels individuels et en équipe de la Conférence ont abordé ces enjeux en tenant compte des contextes nationaux et des structures interrégionales. Cette approche par région contextualisée a d'ailleurs facilité et renforcé les analyses, l'échange d'idées et la synthèse de nouvelles perspectives

pour la planification urbaine et le développement des territoires urbains. Le co-président de l'ICCASU, M. Huhua Cao, Professeur titulaire aux Départements de Géographie, de l'Environnement et de Géomatique, et à l'École de Développement International et Mondialisation de l'Université d'Ottawa, ouvre la Conférence devant un nombre impressionnant d'invités.

Après avoir souhaité une chaleureuse bienvenue aux participants, il a exposé les principaux objectifs de la Conférence, à savoir : analyser les enjeux de l'urbanisation et les défis du développement durable dans les villes chinoises et celles des pays africains; examiner les investissements chinois dans le développement des villes en Afrique; comparer ces défis à ceux de l'expérience canadienne en matière d'urbanisation; et explorer les spécificités des engagements canadiens et chinois dans le continent africain.

Les discussions se sont concentrées, notamment, sur la position, le rôle et l'impact de la Chine sur les processus d'urbanisation dans les pays d'Afrique, les méthodes de réalisation d'une urbanisation durable dans ces pays – tout comme dans le contexte chinois – et, pour y parvenir, les pressions auxquelles ils font face actuellement. Il est intéressant et important de noter la focalisation des organisateurs de la Conférence sur de tels aspects qui sont au cœur de la perspective canadienne, d'autant plus que le contexte urbain de ce pays est relativement récent par rapport à d'autres à travers le monde.

Néanmoins, la perspective canadienne sur les enjeux d'urbanisation soulève des questions critiques et apporte une dimension intéressante sur la planification urbaine en Chine et en Afrique. Ceci serait d'autant plus possible au regard de la longue tradition d'intervention du Canada dans les villes des pays africains avec peu d'actions pour le développement urbain. Dans cette Conférence, les chercheurs et les participants ont activement appris sur les expériences réussies et les leçons assimilées par le Canada et d'autres pays occidentaux.

Sans doute, les succès enregistrés lors de cette Conférence auront un impact sur la promotion d'une construction urbaine durable en Chine et dans les pays africains avec l'aide du Canada. La perspective canadienne peut contribuer beaucoup dans ce débat à l'échelle internationale, malgré ses propres enjeux et défis urbains. Parallèlement, le Canada peut aussi apprendre des expériences chinoises et africaines en matière d'urbanisation. Cette triangulation des expériences permettra significativement à l'amélioration d'une collaboration internationale que l'ICCASU a germé sur les plans scientifique et technique. La formation du nouveau gouvernement libéral semble d'ailleurs raviser une présence renouvelée du Canada et son influence sur la scène internationale.

L'ICCASU-2015 s'est donc principalement attardée sur les cas chinois et des pays d'Afrique, ainsi que sur les enjeux et défis pratiques au

Canada. Les présentations ont produit des approches différentes sur la résolution des problèmes engendrés par une urbanisation incontrôlée, et suggéré des méthodes adaptées aux particularités contextuelles. L'apport du Canada à ces discussions a permis d'entrevoir des solutions prospectives valables pour une alternative aux approches qui ont prévalu jusqu'à maintenant.

## **U**rbainisation durable: Quelques leçons du leadership canadien

---

Lors de la Conférence, le leadership du Canada dans l'urbanisation durable a été présenté à travers ses pratiques institutionnelles. Celles-ci concernent la gestion axée sur les résultats, l'engagement communautaire, la prise de décision et la construction des capacités. Au cours des sessions plénières sur la perspective canadienne, Caroline Andrew de l'Université d'Ottawa a insisté sur l'effort du gouvernement canadien à l'égalité sociale, ainsi que sur son mode de gouvernance qui favorise des partenariats avec les organismes communautaires. Elle a conclu sur la nécessité d'institutionnaliser ces principes de gouvernance et de partenariat dans des pratiques favorable à l'urbanisation durable.

L'intégration des partenariats intersectoriels reste le but ultime de l'urbanisation durable. Cette approche démocratique inclut tous les protagonistes et leurs perspectives

d'action. Cela représente une condition à la durabilité des villes. À cette fin, outre l'importance de l'inclusion sociale des groupes marginalisés, une meilleure planification requiert des processus participatifs et une implication communautaire comme l'a si bien exprimé Jonathan Barnett de l'Université de Pennsylvanie.

Pour compléter ces deux points de vue, Joe Berridge de l'*Urban Strategies in Toronto* a décrit la structure et les mécanismes de participation communautaire au Canada. Il a par ailleurs évalué de manière réfléchie les coûts associés à cette participation, ses avantages et ses limites. À la perspective canadienne, Piper Gaubatz, Géographe et Professeur à l'Université de Massachusetts, ajoute un autre complément en s'attardant sur la propagation des modèles globaux de l'aménagement urbain. Pour cela, il cite la réinterprétation de ces modèles dans des contextes locaux spécifiques. Il s'est surtout concentré sur la discussion d'un cas de réaménagement urbain d'une ville chinoise, Xining, dans la province du Qinghai. Ici, les interprétations du vocabulaire géographique sont faites dans le contexte des différences culturelles.

Tout compte fait, deux principaux énoncés sont à retenir de ces présentations par d'éminents experts et professionnels : (1) l'échec de la planification équivaut à la planification de l'échec, (2) la participation communautaire représente un des aspects les plus marquants de la

planification urbaine au Canada et dans d'autres pays en Occident.

Les participants sont repartis avec une bonne compréhension et une meilleure appréciation des préoccupations que les planificateurs et les experts canadiens accordent à la configuration des nouveaux aménagements en Chine et sur le continent africain dans son ensemble.

Le souhait de l'ICCASU est de créer une association permanente qui triangule entre le Canada, la Chine et les pays d'Afrique. Cette association vise le lancement d'une perspective axée sur l'échange, le renforcement des capacités et la formation de base sur les processus d'urbanisation et, ainsi, contribuer à la conception d'une plus grande durabilité dans les villes. La perspective canadienne a été, tout au long de cette première rencontre, une plateforme qui promeut l'égalité pour tous, la force des institutions, l'adéquation et la participation communautaire dans la planification.

Cette plateforme canadienne pourrait avoir un impact international si nous tenons compte du leadership du Canada pour faciliter la collaboration entre la Chine et les pays africains, et contribuer à appréhender les contextes locaux relatifs aux leçons apprises en matière de planification urbaine.

## **E**xpérience urbaine de la Chine

Les présentations lors de l'ICCASU-2015 ont aussi exploré les

enjeux du contexte chinois de l'urbanisation, tout en les contrastant avec ceux des villes africaines. Il est maintenant connu que la Chine connaît une évolution démographique galopante marquée par l'exode rural. Aujourd'hui, les populations dans les villes chinoises subissent des conséquences de ce phénomène. On peut dire par anticipation que cette tendance d'urbanisation se poursuivra jusqu'en 2050. Quoi qu'il en soit, l'importante transition urbaine depuis les quatre dernières décennies en Chine a permis à ce pays de se positionner comme deuxième plus grande économie mondiale. En dépit de cet essor économique, le pays doit affronter de façon substantielle les enjeux et défis d'une croissance rapide des villes, croissance favorable au développement, comme l'a si bien présenté Chaolin Gu de l'Université de Tsinghua.

Selon John Zacharias de l'Université de Pékin, quelques-uns des enjeux relevés dans ce contexte sont le déclin des liens communautaires et la rupture des relations sociales. Il a aussi soulevé l'enjeu de la marginalisation des populations rurales dont les voix sont exclues des processus de planification.

Dans un tel contexte, la perspective canadienne peut, en effet, servir de référence puisqu'elle encourage la collaboration entre les gouvernants et la communauté, collaboration garante d'un développement urbain durable. Dans le cas de la Chine, il est logique et plausible de supposer que la croissance de la population dans les villes

s'accompagne d'une augmentation de la densité urbaine. Par contre, de l'avis de John Zacharias, cette densité diminue dans plus de la moitié des villes chinoises. Ce phénomène résulte d'un *making-way* pour la nouvelle classe moyenne aux aspirations résidentielles. D'ailleurs, l'augmentation des inégalités dans le secteur de l'habitat en Chine découle des forces du marché, surtout des contraintes institutionnelles. Cette analyse ressort aussi dans des recherches présentées par Erbiao Dai et Yan Li, respectivement de l'Université de Kyushu et de l'Université Ritsumeikan Asie Pacifique du Japon

En plus des enjeux mentionnés ci-dessus, certains conférenciers ont suggéré aux villes chinoises, traversant des changements accélérés, de formuler des objectifs environnementaux, en se concentrant sur les nouveaux développements résidentiels, les progrès technologiques et les systèmes de transport durables. Dans cette optique, Yangfan Li de l'Université de Xiamen de Chine signale combien les enjeux environnementaux affligent la Chine. Selon lui, l'urbanisation rapide dans ce pays s'accompagne de problèmes environnementaux accablants qui requièrent la prise en compte des normes environnementales dans le développement résidentiel.

Cela dit, les solutions proposées par l'ensemble des panélistes dans cette section axée sur le contexte chinois comprennent, à titre non exhaustif, l'augmentation des organisations non-gouvernementales chinoises et leur

participation dans des interventions urbaines. Comme le suggère Dingping Guo de l'Université Fudan, la société civile pourraient en effet contribuer à ériger un modèle alternatif de développement et de gouvernance urbaine. D'autres enjeux d'urbanisation débattus dans les panels centrés sur la Chine se rapportent aux enclaves de migrants, à la sécurité alimentaire et aux problèmes vécus par les groupes minoritaires tels que ceux de la Région autonome de Xinjiang Uighur.

## Urbanisation et villes africaines

Au cours des 100 dernières années, la population mondiale a transformé son habitat, cessant d'être essentiellement rural et devenant de plus en plus urbaine avec actuellement plus de 50% de citadins. Cependant, le processus reste déséquilibré car l'urbanisation continue de s'accélérer à un rythme inquiétant au moment où plusieurs pays peinent à s'y ajuster politiquement, socialement, économiquement, institutionnellement et du point de vue environnemental.

À ce jour, environ 40% de la population africaine est urbaine. Il est prévu que ce pourcentage atteigne 56% en 2050. Si on compare l'expérience de l'urbanisation dans les pays africains avec celle de la Chine, l'écart demeure très grand en termes de croissance, de planification et même des pratiques de gouvernance urbaine.

Dans ce contexte, Dr. Mebometa Ndongo de l'Université Carleton à

Ottawa a souligné plusieurs enjeux liés à l'urbanisation en Afrique. Il a évoqué des situations où plus de 70% de la population n'ont pas accès aux services urbains ; des exemples où 80% de cette même population sont accablés par des lourdeurs administratives, des structures informelles, des inégalités et déséquilibres socio-spatiaux, ainsi que l'attribution de contrats douteux dans plusieurs villes africaines. Face à ces enjeux, Mebometa Ndongo a indiqué les défis du développement urbain tout en les recentrant sur les paradigmes physio-spatiaux et politico-institutionnels de la productivité urbaine, de la décentralisation municipale des structures et des ajustements pour la maîtrise de diverses problématiques. Ce cadre d'analyse lui permet de proposer un développement urbain axé la régulation et la promotion d'une gouvernabilité inclusive et contextualisée en matière de développement urbain. Et pour illustrer ce modèle et renforcer les enseignements tirés des interventions passées qui n'ont pu assurer un développement urbain adéquat dans plusieurs pays africains, Mebometa Ndongo a présenté le manque de capacités de planifier, de construire et de gérer les infrastructures urbaines. Ainsi, il a mis l'accent sur l'importance de la formation appropriée des urbanistes dans ce contexte.

Comme nous le verrons plus loin, l'Afrique a beaucoup à apprendre des expériences canadiennes et chinoises, si elle veut réussir la réalisation des projets et programmes favorables à un développement urbain durable.

L'urbanisation rapide en Afrique subsaharienne peut être présentée comme une source contraignante d'effets positifs et négatifs. Ce fait a été particulièrement mis en exergue dans le cas du Burundi. De même, l'étude de cas du Nigeria a été utilisée pour démontrer les enjeux liés à la sécurité des espaces urbains, en particulier à Lagos, l'une des mégalofoles du continent africain. La résilience des populations, telle qu'analysée dans le cas de Dar es Salam en Tanzanie par Aekbote Lakshminarayanan de l'Université de Grenoble en France, requiert plus de structuration.

Pour atteindre l'état d'une urbanisation durable dans différents pays africains, Sarah Moser et Laurence Côté Roy de l'Université McGill évoquent la nécessité d'adopter une nouvelle programmation des plans d'urbanisme comme celle réalisée pour les villes du Maroc. Ana Inglis du Département National du Logement de l'Angola (un organisme gouvernemental) renchérit cette idée avec la nécessité de situer l'analyse au niveau national; une perspective qui a motivé les programmes nationaux de logement que l'Angola est en train de mettre sur pieds.

Force est de souligner qu'on ne peut dissocier la réussite de l'urbanisation ou du développement de la bonne gestion des projets sous-jacents. Cette position est défendue par Lavagnon Ika de l'Université de Ottawa pour qui, la mauvaise gestion des projets peut coûter cher à la performance du développement urbain. Il suggère donc

aux bailleurs de fonds internationaux, aux planificateurs et à ceux qui exécutent les projets, d'essayer de comprendre avant tout, les facteurs déterminants de l'échec des projets. Il a conclu son exposé en conviant tous les acteurs à une plus grande attention aux pièges de gestion, notamment l'approche harmonisée pour tous les projets, l'utilisation des outils de suivi pour le simple intérêt de faire un suivi, le manque de capacité d'opérationnalisation des projets sur le terrain et, enfin, les contraintes interculturelles lesquelles figurent très souvent parmi les facteurs d'échec.

S'agissant du contrôle des villes émergentes, l'approche du métabolisme urbain a été présentée à partir du cas de l'Éthiopie. Cette approche permet d'analyser les résultats des activités humaines en soulignant le caractère multidimensionnel des contributions et apports devant, de ce fait, optimiser les processus de planification urbaine. Ici, le potentiel socio-économique et celui des connaissances locales doivent être appréciés à leur juste valeur, tout comme la contribution des organisations et des entreprises favorables aux investissements urbains.

Dans ce contexte, l'accent ne doit plus seulement se limiter à la promotion et l'utilisation des technologies, sans tenir compte de la culture et des réalités locales comme déterminants de l'industrialisation. Sans aucun doute, les technologies restent utiles pour ériger de nouvelles expériences en matière d'urbanisation, comme la télésanté ou l'utilisation des énergies

renouvelables, mais elles doivent respecter les contextes locaux. En partageant cette position dans sa présentation, Grâce AdeniyiOgunyankin de l'Université Carleton, s'est intéressée au cas de la ville d'Eko Atlantic au Nigeria en tant que ville luxueuse d'Afrique. Cette ville symbolise, dit-on, la révolution urbaine en Afrique en termes de fonctionnalité et de sophistications. Ce cas est considéré comme un changement paradigmatique pouvant placer l'Afrique urbaine dans une vision différente et novatrice. Toutefois, même si l'urbanisation rapide au Nigeria serait bienfaisante, elle s'affiche également comme un grand défi pour plusieurs autres États et villes africaines. Ainsi, une interrogation fondamentale subsiste : en Afrique subsaharienne, par exemple, l'urbanisation rapide est-elle une source de développement ou une source d'appauvrissement des populations?

Face à ce type d'interrogation, l'ICCASU apparaît être une plate-forme pertinente à travers laquelle les chercheurs, les décideurs politiques, les praticiens et les acteurs locaux pourront discuter des questions actuelles et des visions pour l'avenir de l'urbanisation dans le continent africain.

## **L**a Chine par rapport à l'Afrique

L'ICCASU 2015 a présenté les enjeux, les expériences et les

perspectives de l'urbanisation en Chine et dans les pays africains. On y a aussi présenté un certain nombre d'exemples de manière à démontrer comment l'Afrique peut apprendre favorablement de la Chine. En effet, l'une des questions fondamentales étudiées tout au long de la Conférence était de savoir si la Chine construit des villes africaines ou si ces villes se construisent elles-mêmes, et quelle serait la bonne réponse.

De nos jours, la Chine est impliqué dans un large éventail de projets d'infrastructures, de développement des capacités, de manufacture et dans diverses actions qui pourront avoir un impact positif sur la pauvreté urbaine et la vie des populations en Afrique. Ces projets qui visent à accentuer l'approvisionnement des services et la construction des infrastructures modernes avec des équipements nécessaires, ont non seulement le potentiel d'améliorer les conditions de vie des citoyens à long terme, mais aussi de créer les emplois. Comme l'a souligné le Haut-commissaire de la République de Cameroun au Canada, Son Excellence Anu'a-Gheyle Solomon Azob-Mbi, lors d'un des déjeuners thématiques de la Conférence, la relation historique entre le continent africain et la Chine remonte au 17<sup>e</sup> siècle. Mais ce dont il faut particulièrement se rappeler est que cette relation Chine-Afrique a pris différentes formes et trajectoires. Il poursuit sa présentation en conviant les participants à une réflexion sur la vision politique d'un homme, Deng Xiaoping, l'instigateur des profondes

réformes économiques qui vont propulser la Chine sur la scène internationale. L'examen de cette démarche politique de portes-ouvertes et ses retombées pourrait, en effet, servir de modèle de développement pour le continent africain.

Partant de ces mêmes considérations à la fois politiques et économiques, le directeur de la Division des programmes de l'ONU-Habitat, Alioune Badiane, et le directeur de l'Atelier de Développement de l'Angola, Allan Cain, ont indiqué avec insistance certains domaines clés qui peuvent contribuer significativement à stimuler l'urbanisation durable en Afrique. Nous notons : (1) l'éducation, (2) la planification, (3) la recherche, (4) la collaboration et (5) le partenariat entre les pays africains, la Chine et les insitutions occidentales, comme l'Université d'Ottawa et d'autres partenaires de l'ICCASU.

Il en ressort qu'une triangulation forgée autour d'une véritable recherche collaborative, pour une meilleure formation et une planification adaptée, comme le démontrent les expériences de la Chine face à son urbanisation rapide, pourraient servir de sources d'inspiration pour le développement urbain et la réduction de la pauvreté en Afrique.

Dans son intervention, Alioune Badiane a fait une comparaison de l'urbanisation chinoise et celle des pays africains. Si la Chine fait face à des enjeux environnementaux sévères, l'Afrique accuse un retard par rapport

aux prouesses économiques de la Chine en raison de ses faiblesses institutionnelles, surtout, du manque de volonté politique et de la mauvaise gouvernance. À cela, s'ajoute la faible croissance économique. Cette faiblesse rend difficile l'adaptabilité des projets urbains au contexte national, difficulté exaspérée par la présence de bidonvilles où vivent de nombreuses personnes dans des conditions de précarité extrêmes. De son côté, la Chine a encore certainement du chemin à parcourir pour affronter ses graves problèmes environnementaux.

Toutefois, la comparaison entre la Chine et les pays du continent africain dans ces présentations de l'ICCASU-2015 démontre que le contexte des réussites en Chine fera certainement école en Afrique et il engendrera des changements positifs qui sont en soi imminents. C'est dans ce même contexte que Jean Marie Cishahayo, de l'Université d'Ottawa, a indiqué que le continent est à la croisée des chemins pour de meilleurs modèles d'urbanisation durable. Selon lui, autant la Chine possède certaines capacités, autant les limites dans son approche de développement urbain peuvent se répercuter en Afrique. À cet effet, il cite le caractère très approximatif de la construction des villes suivant une orientation durable, ouvrant, du même coup, un espace pour de nouvelles idées, d'où la nécessité de collaboration et des échanges entre les pays africains, le Canada et d'autres pays développés. Et, il confirme que ce genre d'idées pourrait se concrétiser dans le cadre

d'une coopération triangulaire entre les institutions canadiennes, chinoises et africaines afin de contribuer à la durabilité de l'urbanisation suivant une perspective profitable à toutes les parties.

La présentation de Tonton Mundele de l'Université de Péking, insiste sur le fait que les expériences réussies en Chine au sujet des pratiques urbaines peuvent être inspirantes aux pays africains. Sur ce plan, il a évoqué une urbanisation, nourrie et fructifiée par l'industrialisation, ayant servi à améliorer la qualité de vie des populations locales. Toutefois, les impacts positifs d'une telle urbanisation par exemple sur la réduction de la pauvreté, lui permettent d'exprimer certaines réserves compte tenu du niveau de développement dans certains pays africains. En revanche, Tonton Mundele s'accorde avec Zhengli Huang de l'Université de Tongji en Chine, sur la nécessité de tenir compte des particularités et spécificités contextuelles (chinoises et africaines). Cette nécessité inclut la qualité de l'impact des investissements de la Chine dans les infrastructures en vue du développement économique dans les villes en Afrique. Dans cette optique, Lavagnon Ika, réitère de manière incisive, les risques de laisser les projets tomber dans le piège culturel, ce qui conduirait régulièrement à leur échec.

En s'attardant sur les enjeux liés à la contribution des entreprises chinoises et canadiennes sur l'urbanisation durable en République Démocratique

du Congo (RDC), MatunduLelo de l'Université du Québec à Montréal a souligné l'exigence pour ces entreprises d'inscrire leurs actions sous l'angle de la durabilité, ainsi que le font le Canada et la Chine. Il s'agit là d'une exigence, d'une obligation et d'un préalable à inscrire sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). À cet effet, le cas du Projet de Coopération sino-congolaise est illustratif, car il démontre comment le manque de considération à la RSE, de stratégies et de politiques appropriées pour l'encadrement des interventions a rendu infructueuse la composante vouée à l'infrastructure sociale de ce projet. MatunduLelo évoque pour cela la pertinence de se référer aux expériences antérieures en RDC et ailleurs, ainsi que l'intérêt d'impliquer d'autres acteurs (comme la société civile, les universités, la diaspora, etc.) dans la réflexion et l'élaboration des stratégies et des politiques de développement urbain durable.

## **C**hangements climatiques en Chine et dans les villes africaines

---

Les analyses d'impacts liés aux changements climatiques et à leurs effets sur la durabilité du développement urbain soulèvent généralement deux questions fondamentales : (1) les changements défavorables du climat poussent-ils les habitants hors des zones rurales en raison de la réduction de la productivité agricole ? Des recherches bien fournies

ont produit des arguments démontrant que tel pourrait-être le cas. (2) Ces mouvements de populations vers les centres urbains augmentent-ils le revenu total de certaines villes ? Ici, aussi, des preuves tangibles semblent corroborer cette hypothèse, notamment dans les cas des districts centrés sur une économie de production manufacturière et des biens échangeables.

Dans un rapport produit par J. Vernon Henderson de la *London School of Economics*, Adam Storeygard de l'Université Tufts et Uwe Deichmann de la Banque mondiale en 2015, les auteurs constatent qu'avec sa forte dépendance à l'agriculture, et des variations climatiques hautement volatiles dans certaines régions du continent, l'Afrique s'expose à plus de risques liés aux changements climatiques que la plupart d'autres régions du monde. Dans plusieurs pays africains, les mutations technologiques ont été lentes et malgré les sécheresses fréquentes, les infrastructures d'irrigation restent très insuffisantes.

Confrontés ainsi à des conditions climatiques défavorables à l'agriculture, nombreux sont des cultivateurs qui optent de migrer vers les centres urbains. Les experts sur cette question soutiennent donc que les conditions agro-climatiques influencent l'urbanisation, laquelle engendre des conditions de vie défavorables pour plusieurs face à une population grandissante. Cette problématique semble cyclique car en Afrique, les villes produisent plus de 60% du

dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et des gaz à effet de serre (GES) ; ce qui peut influencer les changements climatiques.

Plusieurs présentations de l'ICCASU-2015 ont identifié ces différents enjeux et se sont attardées sur les questions liées à l'environnement. À cet égard, Elum Anne Zelda de l'Université d'Afrique du Sud a examiné le rôle de l'énergie renouvelable. La Chine et l'Afrique connaissent une urbanisation grandissante, a-t-elle rappelé. Cela engendre une grande pression sur les infrastructures et les équipements déjà obsolètes dans les centres urbains, en particulier, pour le transport et la production des énergies qui sont en soi, les principales sources de GES dans des villes. Ces constats suggèrent que les GES seront émis sans cesse à moins qu'il y ait des investissements majeurs pour le développement des énergies renouvelables.

Les effets néfastes actuels et directs de ces changements climatiques requièrent une réduction significative des émissions de GES. C'est aussi l'avis de Yangfan Li de l'Université de Xiamen qui a étudié le rapport entre les changements climatiques et l'urbanisation en Chine. Yangfan Li a particulièrement discuté de l'approche de l'Alerte précoce de l'urbanisation côtière et des changements qu'elle a engendrés dans le paysage écologique. Selon lui, l'urbanisation à grande échelle dans les zones côtières de la Chine a provoqué des transformations significatives dans les interfaces terrestres, atmosphériques et

océanographiques ; interfaces pouvant par la suite être endommagés à court et à long terme avec les changements climatiques observés. Yangfan Li a utilisé une méthodologie croisée entre l'urbanisation côtière et l'environnement à l'échelle paysagère, suivant un système intégré d'évaluation de tout cet ensemble. Cette méthode d'analyse peut en effet être pertinente pour les pays africains côtiers.

Dans la même veine, la présentation de BaniTaha Omar de l'Université d'Ottawa aborde les changements climatiques sous l'angle des technologies d'interactions géographiques. Il indique que des utilisateurs devraient prendre avantages du potentiel des nouveaux outils comme NUNAliit visant à améliorer l'Atlas cyber-cartographique. D'après Taha Omar, la géographie joue un rôle essentiel dans notre compréhension des changements modernes, incluant des transformations socio-économiques, climatiques et politiques.

Les changements climatiques et leurs impacts négatifs sur le développement durable dans les pays d'Afrique et en Chine ont un urgent besoin de plus de recherches qui apporteront des réponses alternatives aux questions qui se posent. Une proposition spécifique serait d'explorer les expériences pratiques sur les questions environnementales au Canada et dans d'autres nations développées, et se demander comment celles-ci pourraient inspirer la Chine et les pays africains.

Traditionnellement, le Canada est un chef de file mondial en matière de la viabilité environnementale. À ce titre, le Canada peut aider à promouvoir et à encourager les pays africains et la Chine à prendre conscience des changements environnementaux. L'adoption d'une telle attitude aura nécessairement un impact sur la durabilité de l'environnement et, par ricochet, sur le développement urbain. Afin de mieux explorer ces enjeux et défis, le développement d'une recherche approfondie et collaborative qui aura pour but le renforcement des capacités de pairs et la formation de base des experts s'impose.

## **R**epenser l'urbanisation : qu'avons-nous appris?

---

Somme toute, l'ICCASU-2015 a porté à l'avant-garde les enjeux très pertinents et spécifiques à l'urbanisation durable dans les contextes canadiens, chinois et africains. Cette Conférence a mis en exergue les différentes perspectives à partir du Canada vers d'autres pays. Elle a surtout souligné comment les effets de l'urbanisation et des projets sous-jacents diffèrent en fonction du contexte et, concrètement, varient suivant les niveaux de développement institutionnel et économique des pays. La focalisation sur l'importance des liens communautaires et sociaux, aussi bien l'adéquation de la planification sont des facteurs qui ont été identifiés comme des principaux éléments clés

pour le succès du développement durable.

Il faut retenir que les pays africains ont beaucoup à apprendre de l'expérience et de la planification urbaine de la Chine. Il en va de même de la Chine vis-à-vis du Canada. Cet apprentissage réciproque vise à mieux intégrer les questions liées à la densité des communautés et des liens sociaux au profit d'une planification et d'un développement urbain pour tous.

La Chine et l'Afrique, en tant que continent, peuvent minimiser les défaillances en observant les lacunes propres aux expériences du Canada. C'est en ajustant ces propres lacunes que le Canada est devenu chef de file des questions de développement durable. Les pays africains et la Chine devraient adopter une telle posture dans leur engagement sur les trajectoires d'une urbanisation propre, efficace, équitable et cohérente aux principes de la durabilité.

L'ICCASU-2015 laisse des questions valables et ouvre de nouvelles perspectives. Par exemple, comment les enjeux complexes de la croissance économique, de l'urbanisation rapide, de l'inégalité et des tensions sociales s'entrecroisent-ils à l'intérieur de ces régions du monde et leurs villes, et quels sont les principaux défis auxquels nous devons nous attaquer dès aujourd'hui eu égard à des tensions identitaires dans le cadre de l'urbanisme global?

Aussi, il faudra se demander comment une gestion adéquate et adaptée de

projets peut aider à combler les écarts entre la planification stratégique et la mise en œuvre d'actions de développement urbain durable. Ces questions sont importantes lorsqu'on considère les implications sociétales des modèles d'urbanisation et leurs effets sur le capital humain, le capital économique et le capital social. Les différentes présentations durant l'ICCASU-2015 ont défendu et promu de nouvelles perspectives pour une urbanisation efficace et durable.

En outre, il en ressort l'importance de définir plusieurs notions et positions. Par exemple, il serait nécessaire de distinguer la planification urbaine, qui se focalise plus sur les processus d'implication, de la gestion et d'administration des villes. Compte tenu de la diversité de notions, de perspectives et d'approches dédiées au développement, il importe également de revoir de manière contextuelle les termes relatifs au développement humain, surtout la notion d'établissement informel et celle de vulnérabilité qui en découle. À cet effet, il faut clarifier la façon dont le capital humain et le capital social jouent un rôle clé pour les groupes vulnérables est une tâche indispensable dans toutes les actions de développement urbain durable.

Fondamentalement, les présentations de la Conférence ont souligné deux axes majeurs. Le premier axe est jalonné par les impacts et les conséquences de l'urbanisation rapide et incontrôlée pour les populations marginalisés, et l'importance du secteur informel dans

l'aide à ces populations pour qu'elles répondent à leurs besoins de base et résolvent les problèmes sociaux qui, inévitablement, en résultent. Le deuxième axe concerne l'absence des structures de formation spécifiques qui limitent l'implication des experts et des ressources techniques et humaines favorables à un développement urbain tangible.

Les positions de l'ICCASU-2015 ont été transparentes et humbles. Elles ont reconnu l'existence des problèmes que l'agenda Habitat devrait intégrer, tels que les causes destructrices du développement inégal en Chine et dans les pays africains. Le Canada pourrait donc permettre aux autres pays de se rendre compte que la gouvernance est un défi pour les villes et, qu'une approche adéquate aiderait à atteindre la durabilité et l'amélioration future des cadres de vie des populations. Alors, comment, pouvons-nous promouvoir dans ce contexte, la ville juste et le droit à la ville? Et plus spécifiquement, comment pouvons-nous aider à appliquer les valeurs canadiennes ailleurs dans le monde?

Nous avons appris que la collaboration avec des partenaires modèles fait partie

des chemins à suivre. Force est aussi de noter qu'au moment où le Canada continue à soutenir des changements positifs sur la scène internationale, une telle collaboration ne pourrait être imposée aux autres.

L'ICCASU-2015 a permis de mettre en avant la proposition énoncée dans son sous-titre: une Perspective Canadienne. En effet, cette Conférence a démontré les opportunités qu'offrent le Canada et son rôle comme leader mondial pour les questions de développement durable. Pour aller de l'avant, nous sommes optimistes et confiants que les relations et collaborations continues entre le Canada, la Chine et les pays africains à l'égard des enjeux d'urbanisation et des défis du développement de leurs villes, seront fructueuses et bénéfiques. Enfin de compte, l'ICCASU et ses partenaires espèrent soutenir et encourager ces régions, et jouir de la continuité de leur croissance et l'amplification de leur prospérité en restant vigilant, non seulement pour nous-mêmes mais aussi et surtout pour le bénéfice d'une sécurité durable et d'un monde plus équitable.

## **Editeur**

---

**Huhua Cao**

Université d'Ottawa

## **Les chercheurs et experts**

---

**Boulou Ebanda de B'éri**

Université d'Ottawa

**Allan Cain**

Atelier de Développement, Angola

**Jean-Marie Cishahayo**

Université d'Ottawa

**Benjamin Gianni**

Carleton University

**Chaolin Gu**

Tsinghua University, China

**Dingping Guo**

Fudan University, China

**Matundu Lelo**

Université du Québec à Montréal

**Lavagnon Ika**

Université d'Ottawa

**Tonton Mundele**

Peking University, China

**Mebometa Ndongo**

Carleton University

**Cameron Nelson**

Université d'Ottawa

**Luisa Veronis**

Université d'Ottawa

**John Zacharias**

Peking University, China

## **Institutions**

---

ONU-Habitat

Université d'Ottawa

## **Partenaires**

---

Asian Institute, University of Toronto

China Institute, University of Alberta

Center for African Studies, Peking University, China

Development Workshop, Angola

Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa

School of International Development and Global Studies, University of Ottawa

Institute of African Studies, Carleton University

Azrieli School of Architecture & Urbanism, Carleton University

Institute of African Studies, Zhejiang Normal University, China

Urbanization Center, Tsinghua University, China

Canadian China Thinking Centre Ottawa Urban Forum

Audiovisual Media Lab for the study of Cultures and Societies, University of Ottawa

## **Editeur adjoint**

---

**Samantha Samuels**

Université d'Ottawa

## **Conception du Style du Rapport**

---

**Ziwei Liu**

Canadian China Thinking Centre

## **Traduction en français**

---

**Mebometa Ndongo**

**Boulou Ebanda de B'éri**

**Epreuves :** Jean-Marie Cishahayo; Emma Christiane Leite

## **Coordonnées**

Pour plus d'informations, visitez le site de l'ICCASU: [chinaeam.uottawa.ca/ICCASU/](http://chinaeam.uottawa.ca/ICCASU/)

Tel: +1 613 562 5800 (1043)

Fax: +1 613 562 5145

Email: [ICCASU@uottawa.ca](mailto:ICCASU@uottawa.ca)

Address: Simard Hall, 60 University (030), University of Ottawa, Ottawa, Ontario, Canada K1N 6N5